



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 14 DECEMBRE 2016

Théophane Kinda : *mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des Composantes de la MONUSCO :

Information publique :

Le lancement officiel des cérémonies commémoratives des 15 ans de Radio Okapi depuis hier au Centre Wallonie Bruxelles de Kinshasa. Cette cérémonie a été jumelée à une exposition photos sur les 15 ans d'existence de Radio Okapi à Kinshasa mais aussi dans d'autres villes de la RDC.

Depuis hier mardi 13 décembre, se tiennent des journées portes-ouvertes pour que les auditrices et auditeurs de la Radio puissent venir voir le cadre de travail et aussi discuter avec les journalistes et la direction de la Radio.

La première journée a été consacrée aux institutions gouvernementales, aux organisations du système des Nations Unies et aux officiels en général.

Ce mercredi, la journée porte-ouverte concerne les étudiants en général et demain jeudi, ce sera le tour des élèves.

Et enfin vendredi, nous recevons dans les locaux de Radio Okapi, la société civile, les associations sans but lucratif (ASBL), les organisations non gouvernementales publiques et privées. L'exposition photos se poursuivra aussi jusqu'à la fin de cette semaine.

Notez que de mi-décembre 2016 jusqu'à mi-février 2017, l'équipe de football, hommes et femmes de Radio Okapi affrontera les équipes des autres groupes de médias, et il est également prévu un gala de prestige avec des institutions comme le ministère des Médias.

Tout au long du mois de janvier 2017, des émissions spéciales seront préparées pour la commémoration de cet anniversaire.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire :

Les travaux d'amélioration de la prison centrale de Kakwangura à Butembo ont été inaugurés le vendredi 9 décembre, en présence du représentant de la MONUSCO, de l'autorité urbaine de de Butembo et les représentants de l'autorité judiciaire civile et militaire.

Ce projet à impact rapide (QIP) de la section Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire de la MONUSCO, réalisé en partenariat avec la ville de Butembo, a permis de construire un mur d'enceinte, une cellule séparée pour les femmes, l'extension de deux cellules homme et la rénovation des toits et plafonds de la prison.

Financé par la MONUSCO à hauteur de 97 600 dollars américains, ce QIP permet de prévenir les violences basées sur le genre, y compris les violences sexuelles, dont les détenues femmes sont plus particulièrement victimes. Le mur d'enceinte a également réduit sensiblement les tentatives d'évasions, ce qui renforce la sécurité des quartiers avoisinant la prison centrale de Butembo.

La directrice de la prison centrale Kakwangura de Butembo a remercié la MONUSCO et les autorités urbaines pour ce projet à impact rapide. « Ce projet contribue à prévenir les violences basées sur le genre et les tentatives d'évasion dont le nombre a sensiblement diminué depuis la construction du mur d'enceinte », a-t-elle déclaré lors de son discours.

Avant, les détenues femmes étaient en proie aux violences basées sur le genre, dont les violences sexuelles, avec comme conséquence des traumatismes psychologiques, physiques mais aussi l'exposition au risque de grossesses indésirables et d'infections aux maladies sexuellement transmissibles. Aller aux toilettes était une prise de risque considérable pour ces femmes détenues.

Droits de l'Homme :

A Niangara, situé à 95 km au Sud-Ouest de Dungu, dans la province du Haut-Uélé, la MONUSCO a par le biais de sa section Droits de l'Homme en partenariat avec le bureau du territoire de Niangara et la société civile de la place, célébré le 10 décembre 2016, la Journée internationale des droits de l'Homme, qui coïncide avec le 68e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Le programme a débuté par une caravane motorisée avec la fanfare kimbanguiste à travers certaines artères du centre-ville de Niangara jusqu'à la chapelle Ligunza, où s'est déroulée la cérémonie officielle. Près de 350 personnes issues de toutes les couches de la population ont participé à cette rencontre, en présence des autorités territoriales.

Des poèmes relatifs au thème de cette année : « Défendez les droits de quelqu'un aujourd'hui » ont été déclamés par des élèves de l'institut Anuarite.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La société civile de Niangara a profité de l'occasion pour faire passer un message dénonçant certaines violations de droits de l'Homme, notamment des extorsions, des arrestations arbitraires, et le mariage précoce dans la zone.

Un match de football, opposant les filles de l'institut Anuarite à celles du complexe de la Paix, a clôturé la journée, et plusieurs copies de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (en français et lingala) ont été distribuées à l'assistance.

Toujours à Dungu, dans le cadre des 16 jours d'activisme, la Section Droits de l'Homme de la MONUSCO a, conjointement avec ses partenaires, sensibilisé le 9 décembre 2016, les autorités civilo-militaires, les élèves de trois établissements scolaires : Anuarite, Niangara et complexe de la Paix.

Au total, 215 élèves dont 97 filles, une large partie de la population de Niangara-Centre et Nambia ont été sensibilisés sur les notions de base des droits de l'Homme, la prévention et la protection contre les violences basées sur le genre, l'accès à la justice et les droits de la personne arrêtée, l'accès à l'éducation pour tous, les droits des personnes infectées et affectées par le VIH/Sida et les droits des personnes vivant avec handicap.

Au cours de cette rencontre, le bureau a apporté son appui technique et logistique aux partenaires et a permis aux ONGDH de mettre en pratique leurs capacités dans le cadre du transfert des compétences.

Cette séance a ainsi permis aux élèves d'être éclairés sur la stratégie de la section Droits de l'Homme de la MONUSCO pour protéger les civils. Les représentants ont encouragé la société civile locale à multiplier des séances de sensibilisation au sein des écoles. Car la jeunesse est une cible clé pour une bonne dissémination et un meilleur respect des droits humains.

Genre :

Dans le cadre de la commémoration de la campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites à la femme et à la jeune fille, la section Genre de la MONUSCO, bureau de terrain de Bunia a mené, en date du 1er décembre 2016, une activité de renforcement des capacités des autorités locales de Mambasa pour la protection des femmes et filles de cette zone.

L'événement avait pour objectif de sensibiliser les autorités locales et les organisations de la société civile à s'engager et à contribuer à l'éradication des violences à l'égard des femmes et filles en général et celles de leur contrée en particulier.

Cette activité de renforcement des capacités avait connu la participation de 76 personnes dont 30 femmes. Ils avaient tous été invités à s'impliquer dans la lutte contre les violences faites à la femme/filles.

La séance a été une occasion favorable à la remise des certificats de participation aux 14 femmes et filles qui venaient de conclure leur formation en coupe et couture pour l'autonomisation de la femme.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les grands défis à relever par rapport à la protection des femmes et filles de Mambasa restent le refus de certains hommes à leurs épouses de bénéficier de la formation en activités génératrices de revenus (AGR) qu'offre gratuitement la Maison de la Femme de Mambasa ; la prise en mariage de filles de moins de 18 ans par certains chefs coutumiers et la persistance de viols à l'actif des hommes en uniformes.

Il avait alors été recommandé aux communautés de changer de comportement en dénonçant toute violence sexiste, aux organisations de la société civile de vulgariser jusque dans les villages, les textes légaux de protection des droits de femmes, aux hommes d'encourager leurs femmes et filles d'accéder aux formations les ouvrant aux AGRs pour leur autonomisation et participation à la prise de décisions et aux organisations féminines de présenter un bilan de leurs réalisations chaque année avant de lancer une nouvelle campagne.

A Kisangani, la section Genre de la MONUSCO, en collaboration avec la Police des Nations Unies (UNPOL) et le bureau de la CENI, a organisé en date du 9 décembre 2016 une activité de sensibilisation des éléments de la Police nationale congolaise (PNC) à la sécurisation des femmes, des jeunes filles et des personnes vulnérables pendant le processus électoral.

Cette activité avait pour objectif d'amener les participants à comprendre le rôle qu'ils devront jouer dans la protection des femmes et des filles durant le processus électoral. 96 éléments de la PNC dont 8 femmes avaient pris part à cette séance qui a été clôturé par l'émission des recommandations aux participants; de bien planifier leurs stratégies de sécurisation en tenant compte des perspectives genre et de ne pas utiliser la force à l'endroit de la femme et des personnes vulnérables dont les vieillards, les malades et les femmes enceintes.

Police MONUSCO :

Le 7 décembre 2016 a eu lieu la cérémonie de lancement d'une formation qui portera exclusivement sur la gestion démocratique des foules, au profit de 150 éléments de la Police nationale congolaise de la province du Kwilu.

C'était en présence des autorités provinciales et celles de la MONUSCO, notamment de la Police MONUSCO (UNPOL) et des membres des autres sections de la MONUSCO.

Toujours sous la houlette de la Police MONUSCO, une autre formation des formateurs en prélèvements biologiques a débuté le 12 décembre 2016, au quartier Ndolo à Kinshasa, au profit de huit cadres de la direction de la Police Technique et Scientifique (DPTS), dont une femme, chef du bureau Biologie.

Cette formation de cinq jours vise à doter les cadres de la DPTS des aptitudes pédagogiques nécessaires ainsi que des connaissances en matière de prélèvements biologiques.

L'UNPOL Crevaux Frédéric, de l'unité d'Appui à la lutte contre la criminalité organisée de la Police de la MONUSCO, est chargé de dispenser les enseignements sous la supervision de la coordination de la formation UNPOL et du Directeur général des écoles et formation de la Police nationale congolaise.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre des Stratégies opérationnelles intégrées de Lutte contre l'Insécurité à Beni, Oicha et à Goma, ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation.

Au total, 160 appels ont été reçus sur les numéros verts pour 81 interventions qui ont donné lieu à 26 interpellations pour diverses infractions de droit commun.

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations.

Ainsi, 484 patrouilles de sécurisation dont 108 conjointes avec la Police Nationale Congolaise ont été effectuées. Par ailleurs, 3 check-points et 18 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces Unités.

Activités de l'Equipe-pays

11 décembre 2016 : l'UNICEF célèbre ses 70 ans

À l'occasion de son 70^e anniversaire le 11 décembre 2016, l'UNICEF a célébré les progrès réels accomplis pour les enfants de la planète, tout en renouvelant son appel à aider les millions d'enfants dont la vie et l'avenir sont menacés par un conflit, une crise, la pauvreté, l'inégalité et la discrimination.

L'UNICEF a été créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1946 pour venir en aide aux enfants de l'Europe d'après-guerre, de la Chine et du Moyen-Orient. Entièrement financé par les contributions volontaires de gouvernements, de la société civile, du secteur privé et de citoyens engagés, l'UNICEF est la plus grande organisation dédiée aux enfants dans le monde. De concert avec ses partenaires, il œuvre dans 190 pays et territoires grâce aux efforts conjugués de quelque 13 000 employés nationaux et internationaux.

En ce qui concerne la RDC, l'UNICEF y a été implanté en 1963. L'organisation agit aux côtés du Gouvernement de la RDC sur le territoire complet du pays, à partir de 14 bureaux. Le programme de coopération de la RDC-UNICEF est organisé autour de cinq axes, à savoir : survie de l'enfant ; éducation primaire de qualité pour tous les enfants ; gouvernance pour la protection de l'enfant ; environnement favorable aux droits de l'enfant ; et préparation à l'Urgence et Transition

Le 70^e anniversaire de l'UNICEF est l'occasion de rappeler les raisons pour lesquelles l'UNICEF a été fondé : Apporter une aide, un soutien à long terme, et de l'espoir aux enfants qui, à cause des crises, conflits, et changement climatique risquent leurs vies.

Présentation officielle en RDC du Rapport sur le développement humain en Afrique 2016 :

« Accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique », tel est le thème du rapport sur le développement humain en Afrique 2016 présenté le 13 décembre 2016 à Kinshasa par la ministre nationale de la Femme, l'Enfant et la Famille.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Ce rapport analyse les défis de l'égalité des genres dans les pays africains sous toutes ses dimensions, à savoir, politiques, économiques et sociales. Il étudie comment trouver le meilleur moyen d'accélérer la promotion de la femme africaine et propose également des réponses politiques et institutionnelles devant permettre aux Etats africains de relever ces défis de manière efficace.

Cet ouvrage invite les gouvernements à s'engager pour lutter contre les normes sociales et culturelles dégradantes, qui freinent le développement et l'autonomisation de la femme. Il plaide en faveur d'orientations politiques et de mesures pratiques qui permettent d'améliorer les conditions des femmes à tous les niveaux de la vie.

Organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en partenariat avec le ministère de la Femme, l'Enfant et la Famille, la cérémonie de présentation officielle s'est déroulée en présence des ministres nationaux et provinciaux, des ambassadeurs, des chefs de coopération, des chefs d'agences des Nations Unies, des universitaires et des membres de la société civile.

Le Commissariat provincial de la Police de l'Ituri fait peau neuve :

Deux nouveaux bâtiments équipés de matériels pour le renforcement des capacités des policiers viennent d'être réceptionnés par le ministre provincial de l'Intérieur, Décentralisation, Population et affaires coutumières dans la province de l'Ituri dans le cadre du projet « Appui à la réforme de la Police nationale : Introduction à la Police de Proximité » financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Il s'agit des locaux devant abriter les bureaux du Commissariat Provincial de l'Ituri à Bunia et d'un lot de matériel composé de 10 motos, deux ordinateurs et kits informatiques et 54 talkies walkies.

L'objectif de ce projet est de faciliter le rapprochement de la population avec la police pour améliorer les interventions actuelles et futures de lutte contre la criminalité et l'insécurité dans la province de l'Ituri.

Depuis 2013, le PNUD a soutenu sept structures de la Police nationale congolaise qui incluent un commissariat de référence, construit et équipé d'un véhicule, et six sous-commissariats totalement construits et équipés avec au total 32 motos pour renforcer le temps de réactivité des interventions de la PNC.

Vers l'élaboration de la stratégie de poursuite des crimes internationaux en RDC :

Le Conseil Supérieur de la Magistrature a organisé du 9 au 10 décembre 2016 un séminaire sur la stratégie de poursuite des crimes internationaux en République démocratique du Congo.

Les recommandations adoptées par les participants lors des ateliers tenus à Goma, Bukavu et Kisangani sont les suivantes : la stratégie doit couvrir l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo ; elle doit se baser sur les instruments juridiques nationaux comme internationaux tout en restant réaliste à propos

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

des ressources disponibles et se gardant d'être discriminatoire ; et l'état doit promouvoir son appropriation et doter les institutions judiciaires des moyens logistiques et financiers suffisants pour sa mise en œuvre.

Ce séminaire a bénéficié de l'appui financier du PNUD et de l'équipe d'experts des Nations Unies sur l'Etat de droit et les questions touchant à la violence sexuelle liée aux conflits et a été organisé en collaboration avec le Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) et le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme (BCNUDH) et la MONUSCO.

Point sur le soutien des Nations Unies aux opérations de révision du fichier électoral :

Les Nations Unies ont contribué au lancement des opérations d'enrôlement des électeurs le mardi 13 décembre 2016 dans les zones opérationnelles 1 et 2 (provinces de l'Equateur, Sud-Oubangui, Mongala, Tshuapa, Haut-Lomami, Lualaba, Haut-Katanga, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema et Tanganyika) en transportant près de 900 tonnes de matériel électoral de Kinshasa et Lubumbashi vers les provinces.

Le soutien des Nations Unies à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) consiste essentiellement à faciliter le déploiement du matériel électoral (kits bureautiques, kits d'enregistrement, cartes d'électeurs, générateurs) sur le terrain.

A la date du 13 décembre 2016, on enregistre 58 vols effectués par des avions cargos Iliouchine 76 et C-130 Hercules de la MONUSCO au départ de Kinshasa et de Lubumbashi à destination de Gbadolite, Lubumbashi, Kamina, Gemena, Kalemie, Kindu, Goma, Kananga, Kisangani, Mbuji Mayi, Bukavu et Bunia avec à leur bord près de 900 tonnes de matériel.

Par ailleurs des hélicoptères MI-8 effectuent des rotations entre les hubs et les antennes afin de livrer le matériel dans des zones difficiles d'accès.

Outre les aéronefs, la MONUSCO met à la disposition de la CENI des entrepôts de stockage ainsi que des équipes et matériels de manutention pour les opérations aéroportuaires à Kinshasa et dans les provinces.

En réponse à une requête formulée par la CENI en décembre 2015, il est prévu que les Nations Unies et notamment la MONUSCO assurent le transport aérien du matériel de révision du fichier électoral depuis Kinshasa vers au moins 15 hubs et 104 antennes particulièrement difficiles d'accès, soit environ un peu moins de la moitié des antennes.

Pour rappel, le soutien de l'Organisation des Nations Unies au processus électoral est décrit dans la Résolution 2277 du Conseil de sécurité. Il s'agit notamment d'apporter une assistance technique et un soutien logistique aux opérations de révision du fichier électoral actuellement en cours.

L'assistance technique au processus électoral apportée par le projet d'appui au cycle électoral au Congo (PACEC) qui est géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) se matérialise à ce jour par un soutien à la cascade de formations destinées aux formateurs électoraux nationaux, provinciaux, territoriaux et aux membres des centres d'inscription dans huit provinces, un appui à la modernisation du système informatique de la CENI avec la mise aux normes internationales de l'infrastructure informatique de

7

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

la CENI pour la centralisation et le stockage des données du fichier électoral et des prochains scrutins. Les experts du PNUD interviennent également dans le domaine de l'éducation électorale à la fois en s'assurant de la cohérence des messages de sensibilisation mais aussi de la coordination des interventions des partenaires techniques et financiers.

En outre, le PNUD participe à la mise en place à Kinshasa, début 2017, du Centre d'Informations Électorales (CIEL) dont l'objectif sera de communiquer des informations électorales fiables aux journalistes et de renforcer la communication institutionnelle de la CENI.

Situation militaire

(Par le Capitaine Yassine Kasim, porte-parole militaire par intérim)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa**, ainsi que **dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, est demeurée calme durant la semaine écoulée.

Toutefois, **au Kasai Central**, des incidents liés à l'activisme des présumés éléments de la milice Kamuina Nsapu, ont été rapportés dans la région de Kananga.

Le 8 décembre 2016, le bilan provisoire des affrontements liés à l'incursion des éléments supposés appartenir à la milice Kamuina Nsapu dans la localité de Lumpungu, située à 70 kilomètres à l'Est de Kananga, a fait état de quatre (04) miliciens et un (01) civil tués, ainsi que le poste local de la police incendié.

Le 10 décembre 2016, d'autres miliciens ont été tués et des civils déplacés, suite aux accrochages rapportés entre des troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), et des éléments supposés appartenir à la milice Kamuina Nsapu, dans la région située à 25 kilomètres au Nord-ouest de l'aéroport de Katubwe et dans la localité de Bukonde, à 44 kilomètres au Sud de Kananga.

Par ailleurs, **dans la province du Kasai**, la situation sécuritaire a été jugée relativement calme pendant la période sous examen, notamment dans la ville de Tshikapa.

Des renforts supplémentaires y ont été déployés par l'armée congolaise le 6 décembre 2016, dans le but d'interdire toute activité négative perpétrée par des miliciens réfractaires, et de protéger les populations civiles.

Dans la province du Kongo Central, la situation sécuritaire a été jugée volatile dans la ville de Matadi, suite aux attaques menées le 6 décembre 2016 par des éléments armés non identifiés contre les installations de deux médias, au cours desquelles cinq (05) journalistes agressés ont été blessés, et trois (03) caméras pillés.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, une recrudescence d'activités négatives des éléments de l'Armée

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

de Résistance du Seigneur (LRA) contre les positions des FARDC et les populations civiles, a été rapportée pendant la période sous examen.

Cependant, les troupes coalisées FARDC-MONUSCO, déployées dans cette partie du pays dans le cadre de l'opération dénommée « **Red kite** » (**Cerf-volant rouge**), demeurent activement engagées dans la lutte contre ces éléments résiduels de la LRA, dans le but de les neutraliser définitivement.

Dans la province de Haut-Uélé, le 7 décembre 2016, vingt (20) éléments de la LRA, lourdement armés, ont tendu une embuscade aux troupes des FARDC en patrouille dans la région située à 5 kilomètres de la localité de Bilikwa, sur l'axe Doruma-Bangalu.

Les militaires congolais ont riposté. Un (01) soldat a toutefois été blessé au cours de ces accrochages.

Le commandement des FARDC de la zone opérationnelle des Uélé et la MONUSCO, ont facilité l'évacuation médicale du blessé.

Le 8 décembre 2016, des éléments de la LRA ont attaqué les localités de Nakorda et de Basegbate, situées respectivement à 135 et 15 kilomètres à l'Ouest de Bangadi et de Zigbi, pillé des biens de valeur ainsi que des denrées alimentaires, et kidnappé des civils pour porter les biens pillés.

Dans la nuit du 11 décembre 2016, des éléments de la LRA ont tendu une embuscade dans la localité de Mangulitu, située à 15 kilomètres à l'Ouest de Bamangana, tiré sur un chasseur et pillé ses biens.

Il a été évacué vers le centre de santé de Bamangana pour des soins appropriés.

Dans la province de Bas-Uélé, le 7 décembre 2016, des éléments armés de la LRA ont fait incursion dans la localité de Mangbungulu, située à 65 kilomètres au Nord d'Ango, et pillé systématiquement les habitants, dont certains ont été brièvement kidnappés pour porter les biens pillés.

En Ituri, les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, soutenues par la Force de la MONUSCO, maintiennent la pression militaire sur les éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), dans le but de contrer leurs exactions perpétrées contre les populations civiles implantées dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Le 6 décembre 2016, un (01) élément supposé appartenir au FRPI a été appréhendé par la Police Nationale Congolaise (PNC) dans la localité de Soke, située à 46 kilomètres au Sud de Bunia.

Il a été remis pour d'autres investigations, aux troupes des FARDC déployées à Bogoro.

Le 7 décembre 2016, des accrochages entre les troupes des FARDC et des éléments du FRPI ont été rapportés dans la localité de Tigo (15 kilomètres à l'Est d'Aveba) et de Kabona (6 kilomètres à l'Est d'Aveba), où les insurgés ont attaqué des positions des FARDC.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 8 décembre 2016, des éléments du FRPI ont attaqué la localité de Sodu, située à 10 kilomètres à l'Est de Bavi, et pillé plusieurs biens de valeur appartenant aux populations civiles.

Les 9 et 10 décembre 2016, les éléments du FRPI ont attaqué les localités de Ndangu et d'Ozoba, situées respectivement à 3 et 8 kilomètres au Nord de Gety et au Sud d'Aveba, pillé de l'argent ainsi que plusieurs biens domestiques, et kidnappé douze (12) civils pour porter les biens pillés.

Les troupes des FARDC sont rapidement intervenues, et ont repoussé les assaillants.

Le 11 décembre 2016, des agents de la PNC sont intervenus rapidement, et ont mis un terme en repoussant des éléments armés, au pillage perpétré dans la localité de Monio, située à 2 kilomètres au Nord d'Aveba.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire est demeurée globalement volatile et imprévisible.

Elle a été marquée dans plusieurs localités de différents territoires de cette province, par certaines activités négatives liées aux meurtres, kidnappings et pillages des civils par des éléments appartenant aux divers groupes armés, notamment les Mayi-Mayi Nyatura et les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR).

Dans le territoire de Rutshuru, la situation sécuritaire a été caractérisée par des opérations menées par les Forces de Défense et de Sécurité congolaises soutenues par la Force de la MONUSCO, contre les éléments du groupe Mayi-Mayi, ainsi que ceux des FDLR.

Dans le cadre de la lutte contre les activités négatives perpétrées contre les populations civiles par les éléments du groupe Mayi-Mayi, le 7 décembre 2016, les Forces de Défense et de Sécurité congolaises ont mené des opérations de bouclage et de ratissage dans la localité de Kiwanja, située à 75 kilomètres au Nord de Goma, arrêté vingt-trois (23) éléments qui planifiaient une infiltration dans la région, et récupéré des armes et des munitions.

La Force de la MONUSCO a déployé des patrouilles robustes dans la région, dans le but de contrôler le terrain, et de protéger les populations civiles.

Les FARDC ont également poursuivi dans le cadre de l'opération dénommée « **Nyamulagira** », des activités militaires contre les éléments réfractaires des FDLR, dans le but de mettre un terme à leur activisme.

A cet effet, le 9 décembre 2016, des troupes des FARDC ont mené des opérations de bouclage et de ratissage contre la présence des éléments armés, notamment les FDLR, dans les localités de Nyamuragiza et de Kasoso, et repris le contrôle de ces régions.

Le même jour, des éléments des FDLR ont attaqué des positions des FARDC situées dans la localité de Katwiguru, à 27 kilomètres au Nord-est de Rutshuru-centre.

Les FARDC ont repoussé l'attaque et capturé un (01) assaillant.

Au chapitre des redditions dans la province, du 7 décembre 2016 à ce jour, quatre (04) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Il s'agit de : un (01) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo Rénové (NDC-R), un (01) du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki "Isangi", un (01) du groupe Mayi-Mayi Kifuafua et un (01) du groupe Mayi-Mayi Nyatura.

Au Sud-Kivu, une forte pression militaire est maintenue par l'armée congolaise avec le soutien de la Force de la MONUSCO, sur les éléments des groupes armés réfractaires, dans le but de mettre un terme à leur activisme dans cette province.

Ainsi, le 5 décembre 2016, des troupes des FARDC ont engagé des éléments du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki dans la localité de Byangama, située près de Nzibira, tué trois (03) insurgés et arrêté deux (02) autres.

Le même jour, trois (03) éléments du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki "Majinga" ont été arrêtés par les troupes des FARDC, au cours de leur tentative de pillage dans la localité de Bitale, située à 46 kilomètres au Nord-ouest de Bukavu.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire demeure globalement volatile et imprévisible, du fait des tensions interethniques rapportées entre les communautés Luba et Pygmée.

La situation sécuritaire dans la localité de Nyunzu a été jugée relativement calme, et caractérisée par le retour de quelques déplacés dans certains villages situés entre les localités de Nyunzu et de Lwizi.

Le 6 décembre 2016, une mission d'évaluation conjointe, composée d'éléments de l'administration territoriale, des FARDC et de la MONUSCO, a été déployée dans la région de Nyunzu, dans le but de mener une campagne de sensibilisation visant à la cohabitation pacifique entre les différentes communautés présentes.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1446** patrouilles armées, dont **548** nocturnes, et fourni **80** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04